



Formation spécialisée du CSA des DDI du

10 juin 2026

Déclaration liminaire

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

La **CFDT** souhaite rappeler un contexte qui pèse lourdement sur l'ensemble des agents des DDI. **Le pouvoir d'achat continue de s'éroder**, malgré les alertes répétées des organisations syndicales. Les revalorisations annoncées restent très en-deçà de l'inflation réelle vécue par les agents, et les mesures catégorielles ne compensent ni la perte accumulée, ni les exigences croissantes imposées aux services. Cette situation nourrit un sentiment d'injustice et de démotivation qui ne peut plus être ignoré.

RPS : des signalements récurrents, des réponses insuffisantes

Depuis plusieurs mois, la **CFDT** — comme d'autres OS — **multiplie les signalements de situations de risques psychosociaux** dans différentes DDI : surcharge de travail chronique, injonctions contradictoires, restructurations permanentes, management sous tension, effectifs insuffisants, absence de marges de manœuvre locales, densification immobilière. Ces alertes ne sont pas anecdotiques : elles traduisent un **épuisement professionnel** qui s'installe durablement et qui met en danger la santé des agents comme la continuité du service public.

Nous attendons aujourd'hui des réponses concrètes. Les dispositifs existants — DUERP, cellules d'écoute, fiches de signalement — ne suffisent plus lorsqu'ils ne débouchent pas sur des **actions correctives rapides, visibles et évaluées**.

C'est pourquoi, nous pensons qu'un accord QVCT pour les agents en DDI devient urgent.

Bilans ISST 2024-2025 : un outil indispensable, mais encore trop peu exploité

L'un des points à l'ordre du jour concerne les **bilans des ISST pour 2024 et 2025**. Ces bilans sont essentiels : ils permettent d'objectiver les situations, de repérer les dérives organisationnelles, d'identifier les sites en tension et de suivre les préconisations. Mais la **CFDT** constate trop souvent :

- des préconisations **non suivies d'effet** ;
- des délais de mise en œuvre trop longs ;
- un manque de coordination entre ISST, encadrement et services RH ;
- une absence de retour systématique aux agents et aux représentants du personnel ;
- Un manque de partage des pratiques dans les différents ministères de l'ATE (ex : la médiatrice des MSO qui intervient dans les DDETS-PP).

Nous demandons que ces bilans ne soient pas de simples documents de constat, mais qu'ils deviennent **de véritables leviers d'action**, assortis d'un calendrier, de responsables identifiés et d'un suivi en formation spécialisée.

Nos attentes : des solutions concrètes, pas des déclarations d'intention

La **CFDT** souhaite connaître aujourd'hui les solutions envisagées par l'administration pour enrayer la multiplication des situations de RPS. Nous attendons notamment :

- **Un plan d'action national RPS** spécifique aux DDI, avec des mesures opérationnelles.
- **Un renforcement des effectifs** dans les services les plus en tension.

- **Une formation obligatoire des encadrants** au management bienveillant et à la prévention des RPS.
- **Un suivi systématique des préconisations ISST**, avec un tableau de bord partagé en formation spécialisée.
- **Une meilleure anticipation des réorganisations**, pour éviter les situations de crise.
- **Une transparence accrue** sur les moyens alloués à la prévention.

Les agents ont besoin de perspectives, de reconnaissance et de conditions de travail dignes. La **CFDT** sera particulièrement vigilante à ce que les engagements pris aujourd'hui se traduisent en actions concrètes et mesurables.

La **CFDT** rappelle que la santé et la sécurité au travail ne sont pas négociables. Nous attendons de cette instance qu'elle joue pleinement son rôle : **protéger les agents, prévenir les risques, et garantir un service public de qualité.**

Nous serons force de proposition, mais aussi fermes dans nos exigences.

Merci de votre écoute.

Paris le 10 juin 2026